

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80

Metz, le 16 février 2024

ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30 janvier 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VTB

Zone Industrielle

route de Faulquemont

57740 Longeville-lès-Saint-Avold

Références : LONGEVILLE-LES-ST-AVOLD_VTB_2024-02-16_RAPVI_echeances_MChE_26036
Code AIOT : 0006201431

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30 janvier 2024 dans l'établissement VTB implanté Zone Industrielle route de Faulquemont 57740 Longeville-lès-Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 11 janvier 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection en objet fait suite aux visites des 17 octobre 2022, 4 juillet 2023 et 13 octobre 2023 ayant conduit aux arrêtés préfectoraux de mise en demeure suivants :

- DCAT/BEPE/2023-6 du 16 janvier 2023 ;
- DCAT/BEPE/2023-212 du 25 octobre 2023 ;
- DCAT/BEPE/2023-229 du 23 novembre 2023.

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action collective régionale dite "suivi des échéances".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VTB
- Zone Industrielle route de Faulquemont 57740 Longeville-lès-Saint-Avold
- code AIOT : 0006201431
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : oui

La société VTB est autorisée par arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 à exploiter une installation de valorisation et de traitement de déchets de bois provenant d'installations classées et de résidus urbains sur le territoire de la commune de Longeville-lès-Saint-Avold.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositif de captage et de traitement des poussières	Arrêté préfectoral de Mise en demeure du 16/01/2023, article 1, arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 6	Levée de mise en demeure
2	Autosurveillance poussières	Arrêté préfectoral de Mise en demeure du 16/01/2023, article 1, arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 8	Maintien de la mise en demeure
3	Plan des zones à risque	Arrêté préfectoral de Mise en demeure du 25/10/2023, article 1, arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 35.2.1	Levée de mise en demeure
4	Installations électriques	Arrêté préfectoral de Mise en demeure du 25/10/2023, article 1,	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 36.6	
5	Plan des réseaux	Arrêté préfectoral de Mise en demeure du 23/11/2023, article 1, arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 11.3	Levée de mise en demeure
6	Systèmes de détection incendie	Arrêté préfectoral de Mise en demeure du 23/11/2023, article 1	Levée de mise en demeure
7	Manche à air	Arrêté préfectoral de Mise en demeure du 23/11/2023, article 1, arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 36.10	Levée de mise en demeure
8	Rapport d'incident	Arrêté préfectoral de Mise en demeure du 23/11/2023, article 1, Code de l'environnement, article R.512-69	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de la visite d'inspection mettent fin aux mises en demeure n°DCAT/BEPE/2023-21 du 25 octobre 2023 et n°DCAT/BEPE/2023-229 du 23 novembre 2023.

Concernant la mise en demeure n°2023-DCAT/BEPE-6 du 16 janvier 2023, l'inspection a constaté que les sources d'émissions particulières sont désormais captées et dirigées vers un dispositif de dépoussiérage conformément aux dispositions relatives à l'article 6 de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 du 30 janvier modifié. Cependant, dans l'attente de la mise en place de ce dispositif de captage et de traitement des poussières, la société VTB n'était pas en mesure de réaliser les campagnes d'analyses semestrielles des émissions de poussières. Le système de traitement des poussières est en fonction depuis le 5 janvier 2024. La société VTB a présenté une commande d'analyses des émissions de poussières semestrielle pour l'année 2024, signée du 15 janvier 2024, auprès d'un organisme agréé. La première analyse est planifiée au 16 février 2024. Au vu des éléments apportés par l'exploitant, l'inspection propose de maintenir la mise en demeure et demande à l'exploitant de transmettre les résultats des analyses semestrielles des émissions de poussières, dès réception de celles-ci.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif de captage et de traitement des poussières

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en demeure du 16/01/2023, article 1 (partiel) et arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 6 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, émissions de poussières
Prescription contrôlée : La société VTB, implantée Zone Industrielle route de Faulquemont Longeville-lès-Saint-Avoid (57740), est mise en demeure de respecter les dispositions : - de l'article 6 de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 en date du 30 janvier 2002 modifié dans un délai d'un mois [...]
<u>Arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 6 (partiel) :</u> "Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les émissions particulières diffuses. Les sources d'émissions particulières doivent être combattues à la source par capotage ou par un procédé d'efficacité équivalente. Les sources d'émissions particulières devront être captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage." [...]
Constats : Le jour de la visite, l'inspection a constaté que le hall de broyage des déchets est muni d'un dispositif d'aspiration des poussières qui sont ensuite traitées par des filtres à manches. L'exploitant a indiqué que le système de traitement des poussières est fonctionnel depuis le 5 janvier 2024.

L'article 6 de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 en date du 30 janvier 2002 modifié est désormais respecté. Au regard des constats, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 janvier 2023 susvisé peut être considéré comme levé pour la prescription relative à la mise en place d'un dispositif de captage et de dépoussiérage fixée par l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Autosurveillance poussières

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en demeure du 16/01/2023, article 1 (partiel) , arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 8 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, contrôles
<p>Prescription contrôlée : La société VTB, implantée Zone Industrielle route de Faulquemont Longeville-lès-Saint-Avold (57740), est mise en demeure de respecter les dispositions : [...] - de l'article 8 de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 en date du 30 janvier 2002 modifié dans un délai de 2 mois.</p> <p><u>Arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 8 :</u> "Des campagnes de mesures des émissions de poussières sont réalisées semestriellement par un organisme agréé selon la norme en vigueur et dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations. Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées."</p> <p>Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection que le système de traitement des poussières est fonctionnel depuis le 5 janvier 2024. Il a présenté à l'inspection une commande, signée du 15 janvier 2024, auprès d'un organisme agréé pour des mesures semestrielles des émissions de poussières. La première mesure est prévue pour le 16 février 2024.</p> <p>En l'absence de système de traitement des poussières et par conséquent de rejet canalisé, la société VTB n'était pas en mesure d'effectuer les analyses des émissions de poussières. Maintenant que le site dispose d'un rejet canalisé des émissions de poussières, les mesures semestrielles peuvent être réalisées.</p> <p>Au vu des éléments fournis par l'exploitant, notamment : - l'absence de rejets canalisés avant le 5 janvier 2024 ; - la commande signée du 15 janvier 2024, relative aux mesures des émissions de poussières auprès d'un organisme agréé ; - la date de réalisation de la premières mesures ; l'inspection propose de maintenir la mise en demeure, et demande à l'exploitant de transmettre les résultats des analyses semestrielles des émissions de poussières, dès réception de celles-ci.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement les résultats des mesures semestrielles des émissions de poussières dès la réception de ces derniers.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Maintien de la mise en demeure

N° 3 : Plan des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en demeure du 25/10/2023, article 1 (partiel), arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 35.2.1 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, zones à risques
<p>Prescription contrôlée : La société VTB (dont le siège social est situé route de Faulquemont 57740 Longeville-lès-Saint-Avold) est mise en demeure de respecter, sous un délai d'un mois, pour l'exploitation de ses installations situées à Longeville-lès-Saint-Avold, les dispositions des articles de l'arrêté préfectoral</p>

<p>n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié par l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-233 du 12 août 2002 suivant :</p> <p>•35.2.1 : relatives aux zones de risques incendie ;</p> <p>[...]</p> <p><u>Arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 35.2.1 (partiel):</u> "L'exploitant définit, sous sa responsabilité, les zones de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie [...] pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations de l'établissement.</p> <p>Il détermine pour chacune de ces zones la nature du risque (incendie et/ou atmosphères explosives). [...]</p> <p>Il tient à jour et à disposition de l'inspection des installations classées un plan des zones à risques « incendie » [...]. Les zones à risques « incendie » [...] sont matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux, ...)."</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection, par courrier du 3 novembre 2023, un plan répertoriant les zones à risques « incendie ». Lors de la visite du site, il a été constaté que ces zones sont matérialisées par la mise en place de panneaux.</p> <p>Au regard des constats, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 octobre 2023 susvisé peut être considéré comme levé pour la prescription relative à la mise à jour du plan répertoriant les zones à risques « incendie » ainsi que leurs matérialisations fixées par l'article 35.2.1 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 susvisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 4 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en demeure du 25/10/2023, article 1 (partiel), arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 36.6 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société VTB (dont le siège social est situé route de Faulquemont 57740 Longeville-lès-Saint-Avold) est mise en demeure de respecter, sous un délai d'un mois, pour l'exploitation de ses installations situées à Longeville-lès-Saint-Avold, les dispositions des articles de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié par l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-233 du 12 août 2002 suivant :</p> <p>•36.6 : concernant la conformité des installations électriques ;</p> <p>[...]</p> <p><u>Arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 36.6 (partiel) :</u> "[...] Une vérification complète de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme agréé qui doit explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il doit remédier à toute défectuosité constatée dans les plus brefs délais. Les conclusions de cette vérification seront transmises à l'inspection des installations classées."</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 4 juillet 2023, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques du 13 juin 2023, effectué par un organisme agréé. Ce rapport a révélé six non-conformités. Interrogé sur les actions qu'il a mises en place pour lever ces défectuosités, l'exploitant avait indiqué attendre des devis de différentes entreprises spécialisées dans les installations électriques.</p> <p>La société VTB a été mise en demeure de respecter, par arrêté préfectoral du 25 octobre 2023, les dispositions de l'article 36.6 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 susvisé en levant les non-conformités relevées dans le rapport de vérification des installations électriques du 13 juin 2023.</p> <p>Lors de l'inspection du 30 janvier 2024, l'exploitant a présenté son registre de maintenance dans lequel apparaissent les différentes interventions permettant de lever les six non-conformités relevées dans le rapport de vérification des installations électriques du 13 juin 2023.</p> <p>Au regard des constats, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 octobre 2023 susvisé peut</p>

être considéré comme levé pour la prescription relative aux actions menées afin de lever les non-conformités relevées par la vérification des installations électriques prescrite par l'article 36.6 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en demeure du 23/11/2023, article 1 (partiel), arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 11.3
Thème(s) : Risques chroniques, plan des réseaux
<p>Prescription contrôlée : La société VTB (dont le siège social est situé route de Faulquemont 57740 Longeville-lès-Saint-Avoid est mise en demeure de respecter, sous un délai de 15 jours, pour l'exploitation de ses installations situées à Longeville-lès-Saint-Avoid, les dispositions des articles suivants : 11.3 de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié, en transmettant un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts mis à jour et daté. [...]</p> <p><u>Arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 11.3 :</u> "Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sera établi par l'exploitant et régulièrement mis à jour, notamment après modification notable, et daté. Il sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux de collecte fera apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement et de déversement."</p> <p>Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection un plan des réseaux et un plan des égouts mis à jour et daté du 18 janvier 2024. Ce plan fait apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement et de déversement.</p> <p>Au regard des constats, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 novembre 2023 susvisé peut être considéré comme levé pour la prescription relative à la disponibilité des plans des réseaux prescrite par l'article 11.3 de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié susvisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Systèmes de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en demeure du 23/11/2023, article 1 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, contrôles du système de détection incendie
<p>Prescription contrôlée : La société VTB (dont le siège social est situé route de Faulquemont 57740 Longeville-lès-Saint-Avoid) est mise en demeure de respecter, sous un délai de 15 jours, pour l'exploitation de ses installations situées à Longeville-lès-Saint-Avoid, les dispositions des articles suivants : [...] 35.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002, en transmettant les documents relatifs aux derniers contrôles et à l'entretien des systèmes de détection incendie.</p> <p>Constats : Par courrier du 4 décembre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport du dernier contrôle et d'entretien du système de détection incendie du 17 juillet 2023. Ce dernier n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.</p> <p>Au regard des constats, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 novembre 2023 susvisé peut être considéré comme levé pour la prescription relative à la disponibilité des documents justifiant le contrôle et l'entretien du système de détection incendie prescrite par l'article 35.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 susvisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Manche à air

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en demeure du 23/11/2023, article 1 (partiel), arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 36.10
Thème(s) : Risques accidentels, manche à air
Prescription contrôlée : La société VTB (dont le siège social est situé route de Faulquemont 57740 Longeville-lès-Saint-Avold) est mise en demeure de respecter, sous un délai de 15 jours, pour l'exploitation de ses installations situées à Longeville-lès-Saint-Avold, les dispositions des articles suivants : [...] 36.10 de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002. <u>Arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 36.10 :</u> "Au moins une manche à air est implantée sur le site." Constats : Lors de la visite du 13 octobre 2023, l'inspection a constaté que le site de la société VTB ne disposait pas de manche à air. Cette dernière a été mise en demeure de respecter l'article 36.10, par arrêté préfectoral du 23 novembre 2023, en mettant en place une manche à air sur ses installations. Lors de la visite du 30 janvier 2024, il a été constaté que le site dispose désormais d'une manche à air. Au regard de ce constat, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 novembre 2023 susvisé peut être considéré comme levé pour la prescription relative à la mise en place d'une manche à air conformément à l'article 36.10 de l'arrêté de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en demeure du 23/11/2023, article 1 (partiel), code de l'environnement, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, rapport d'accident
Prescription contrôlée : La société VTB (dont le siège social est situé route de Faulquemont 57740 Longeville-lès-Saint-Avold) est mise en demeure de respecter, sous un délai de 15 jours, pour l'exploitation de ses installations situées à Longeville-lès-Saint-Avold, les dispositions des articles suivants : [...] R.512-69 du code de l'environnement en transmettant un rapport d'accident à l'inspection pour l'incendie survenu le 7 octobre 2023. <u>Code de l'environnement, article R.512-69 :</u> "L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées." Constats : Par courrier du 7 décembre 2023, la société VTB a transmis à l'inspection un rapport d'accident pour l'incendie survenu le 7 octobre 2023. Le rapport d'accident précise que les causes de l'incendie sont dues à la fermentation du CSR (Combustible solide de récupération) stocké dans le hangar. L'exploitant précise que l'ensemble des eaux d'extinction du site ont été absorbées par les CSR. Les déchets ont ensuite été évacués

vers une filière d'enfouissement autorisée. La société VTB indique qu'il n'y a pas eu d'écoulement des eaux d'extinction incendie en dehors du hangar imperméabilisé. Afin d'éviter un accident similaire, la société VTB propose de mettre en place les mesures suivantes :

- mise en place de sondes de températures dans le stock de CSR pour surveiller la combustion spontanée ;
- compartimenter le stockage de CSR pour limiter le phénomène de combustion spontanée ;
- foisonner le produit une fois par semaine.

Au regard des constats, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 novembre 2023 susvisé peut être considéré comme levé pour la prescription relative à la transmission d'un rapport d'accident prescrite par l'article R.512-69 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure